



Paris, le 25.06.2026

# DE TIBO INSHAPE À CNEWS : L'EXTRÊME DROITE ÉRIGÉE EN PARTENAIRE OFFICIEL DE LA JUSTICE

## La récurrence idéologique d'une administration à la dérive

Il y a à peine un mois, le 26 mai 2026, la Délégation à l'information et à la communication (SG/DICOM) imposait à l'ensemble de ses agent.es la promotion éhontée de Tibo InShape, un influenceur masculiniste flirtant avec les thèses les plus réactionnaires. Nous pensions avoir atteint le fond du cynisme institutionnel en voyant le ministère dérouler le tapis rouge à ce VRP de l'extrême droite 2.0. Nous avons tort. Le mercredi 24 juin 2026, l'administration a récidivé en diffusant un courriel général pour faire la publicité d'un documentaire programmé sur la chaîne CNEWS.

## La vitrine médiatique de la haine comme relais de communication

Après s'être acoquiné avec un youtubeur aux écrits islamophobes, notre ministère franchit un nouveau cap en s'associant avec le porte-étendard de l'extrême droite télévisuelle. Faut-il rappeler à nos dirigeant.es ce qu'est CNEWS ? Une chaîne dont la ligne éditoriale repose sur une promotion constante et assumée des idées d'extrême droite, et qui est coutumière des dérapages racistes les plus abjects. Que le ministère de la Justice, institution théoriquement garante de l'État de droit, se transforme en attaché de presse pour une telle antenne relève de la faute morale absolue. L'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) a encore récemment mis en demeure la chaîne CNews de se conformer à l'exigence d'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion rappelant clairement qu'il s'agit d'un média d'opinion.

## Une complaisance étatique indécente

Malgré cela, le courriel institutionnel nous invite chaleureusement à visionner "Prisons françaises, la réalité derrière les barreaux", une émission censée montrer le quotidien de la maison d'arrêt de Tours et du centre de détention de Châteaudun. Pour cette nouvelle

opération de communication hors-sol, l'administration se vante d'avoir mobilisé son bureau de presse, la Direction générale de l'administration pénitentiaire et la DISP de Dijon.

Sous couvert de valoriser les opérations de sécurité, la prévention de la récidive et le travail de nos collègues sur le terrain, le ministère offre en réalité une caution étatique inespérée à un média qui passe son temps à fracturer la société.

### **La Justice ne doit pas être complice de la machine à haine**

Cette nouvelle compromission confirme une stratégie de banalisation délibérée. La justice n'a pas à quémander des minutes d'antenne sur un plateau qui attise la xénophobie au quotidien, ni à offrir les prisons républicaines en décor pour nourrir l'audimat des relais de la haine.

**Le SNPES-PJJ/FSU dénonce avec la plus grande fermeté cette nouvelle instrumentalisation honteuse du service public de la Justice. Nous condamnons le naufrage d'un ministère qui préfère orchestrer des écrans de fumée sur des médias toxiques plutôt que de faire face au délabrement de la politique carcérale et à la détresse de ses agent.es. L'institution judiciaire ne peut, en aucun cas, servir de marchepied pour blanchir les idéologies d'extrême droite et légitimer la haine.**